



Editorial : Macron en Chine, une visite symbolique

Sommaire N° 1 (2018)

du 15 au 21 janvier 2018

Editorial

Macron en Chine, une visite symbolique

Diplomatie

Mission Macron - La récolte

Société

Sur le front du crédit social

Politique

Et la guerre interne se poursuit...

Société

Une lutte anti-pauvreté à plusieurs vitesses

Petit Peuple

Wuhan (Hubei) : Comment ramener un mort à la vie ?

Chargée en symboles, la première visite d'Etat en Chine d'**Emmanuel Macron** (8-10 janvier 2018, à Xi'an puis Pékin) se sera soldée par un bilan positif, presque chaleureux. Le jeune chef d'Etat fit également la promesse de revenir chaque année. La vidéo d'un Macron répétant en coulisses la version mandarine de son propre slogan « Make our planet great again » (让地球再次伟大), fit le tour de l'internet. Ces efforts du jeune et « romantique » Président étranger pour s'adresser au public chinois en sa langue, furent très appréciés.

Sur la scène diplomatique, il innova en offrant à Xi Jinping un cheval de la Garde Républicaine, corps d'élite de l'armée française. C'était un prêt pour un rendu: **Xi Jinping** avait deux ans plus tôt confié à la France un couple de pandas, installé au zoo de Beauval, et qui entretiens a conçu un rejeton dont Brigitte Macron est la marraine. Avec ce destrier offert, Macron voulait « voir dans ce bestiaire croisé, notre volonté patiente d'œuvrer dans l'intérêt de nos pays ». Mais par ailleurs, cette belle monture faisait aussi allusion directe au nom chinois du Président - 马克龙 (mǎkèlóng), « le cheval contient le dragon ». Cette translittération, sans doute due au hasard, n'en est pas moins porteuse d'un sens symbolique aussi bien que politique.

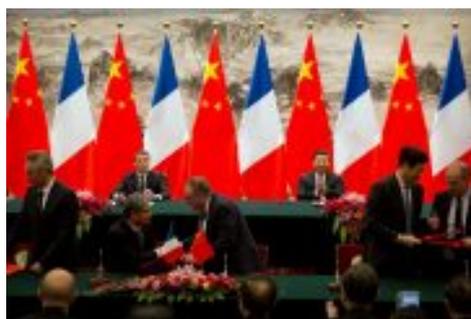
Macron (comme toute l'Union Européenne, les Etats-Unis et le reste de la communauté internationale) réclame du partenaire chinois un effort de **réciprocité** (de « coopération équilibrée »). Macron, et son ministre Bruno Le Maire préviennent Xi d'un effort en cours pour empêcher en France les « investissements prédateurs » chinois. Macron martèle et répète aussi que toute route de la soie vers l'Europe (dans le cadre du grand projet chinois « une ceinture, une route », ou BRI) doit circuler dans les deux sens, en partageant marchés et profits : « [un train de fret qui arrive à plein, doit repartir à plein](#) », s'exclamait-il, en allusion à la [ligne Wuhan-Lyon](#).

Autre référence symbolique, Macron remarqua que Xi, comme lui-même, entamait un mandat quinquennal aux mêmes dates de 2017-2022. Il en inféra que les deux équipes gouvernementales pouvaient exploiter ces cinq ans pour œuvrer ensemble à régler ou déminer les grandes crises du monde : renforcer les actions contre le dérèglement climatique, prévenir le terrorisme international, encourager le règlement des crises syrienne et nord-coréenne.

Macron proposa le renforcement de la coopération franco-chinoise, au nom des trois atouts de l'hexagone, qui constituent des priorités de son quinquennat : le numérique, la décarbonisation industrielle et des villes, et la place financière mondiale de Paris — en voie de renforcement, en récupérant les services de tutelle financière européenne que Londres se voit forcée d'abandonner pour cause de Brexit. De fait, la France se présente au monde avec une force d'attraction nouvelle et sans égale, face à un Royaume-Uni affaibli par sa sortie de l'Union Européenne, une Allemagne qui a mis presque quatre mois pour se doter d'un gouvernement, et des Etats-Unis humiliés et empêtrés sous leur Président Trump. D'un point de vue chinois, la France de Macron apparaît le seul espoir de relance pour l'Union Européenne et de soutien au multilatéralisme - c'est un bon départ !

Heureusement, car les autres fruits de la visite sont mitigés. Pas un mot sur les droits de l'Homme — Macron rejette la « diplomatie à l'hygiaphone » ; sur la Corée du Nord, très peu de choses ; sur la demande de réciprocité, pas de retour... Car une telle exigence ne peut être satisfaite que si elle est posée par une UE unie et forte ; et sur la récolte de contrats, le nombre est là (40 contrats), mais le chiffre reste modeste. Arrivant à Pékin, l'équipe de Macron savait qu'il en serait ainsi. Et cela explique tout l'habillage symbolique et esthétique de la visite : il permet de plaire aux deux parties, et en attendant, de faire oublier l'écart de taille entre partenaires !

Diplomatie : Mission Macron - La récolte



Le volume des affaires engrangées lors de la visite française des 8 à 10 janvier, ne peut se comparer aux 250 milliards de \$ récoltés par D. Trump en novembre. Emmanuel Macron s'en excusait ainsi : « Venir pour faire du chiffre, n'offre aucun intérêt. Autant chercher à relancer la relation sur des bases nouvelles », nonobstant le **déficit commercial** dont souffre la France en Chine (30 milliards d'euros en 2016), qui grève sa croissance.

Pour **Airbus**, ce n'est que quelques heures avant la fin de la visite, que la partie chinoise finit par lâcher sa commande : **184 appareils A320** (15 milliards d'euros). Une part d'entre eux sera montée en Chine à Tianjin, et une majorité sous propulsion **Neo de Safran** (promettant 20% d'économie en carburant). Beaucoup d'ouvrage en perspective mais cela reste inférieur aux 300 **Boeing** achetés lors de la visite de Trump. Macron fit promettre à Xi Jinping de respecter à l'avenir « une parité » de commandes entre Boeing et Airbus, ce qui permet d'attendre d'autres commandes dans les mois à venir.

Côté **nucléaire**, le « *contrat du siècle* » tarde à naître, après 10 ans de tractations. Il s'agit pour **Areva** de fournir à **CNNC** (groupe nucléaire national chinois) son dernier maillon du cycle du combustible : une **centrale de retraitement** qui, à partir de 2030, lui permettra de convertir 800 tonnes par an de combustible nucléaire (les déchets de 50 centrales d'ici 2030) en **mox** (nouveau combustible) et en déchets vitrifiés pour les rendre inoffensifs. Le plutonium en sera extrait sous contrôle international, pour prévenir le détournement du matériau à des fins militaires. Ces déchets ainsi retraités seront stockés en formations géologiques stables, pour une

conservation en millénaires. L'implantation de la centrale reste secret, du fait de l'hostilité croissante des populations riveraines : pressenti comme site en 2016, Lianyungang (Jiangsu) s'était mobilisée, forçant le régime à chercher ailleurs. Le coût total du projet dépassera 30 milliards d'euros, dont 10 à 12 pour **Areva**, fournisseur de technologie—mais non bâtisseur. En dépit de tout, le contrat ne fut pas signé durant la visite d'Etat : les négociateurs poursuivent les palabres, à propos du prix –version officielle– et probablement aussi du partage des développements futurs et des évolutions de la centrale sous management chinois. Car en 2050, ce centre sera n°1 mondial, dépassant sa « mère » de la Hague (France). D'ici 2050, il retraitera les déchets de 100 centrales nationales, plus celles que la Chine aura vendue hors frontières. Il en découlera des améliorations et technologies dérivées. Sous 10 à 20 ans, ces innovations aujourd'hui impossibles à évaluer, vaudront beaucoup d'argent, et plus encore de pouvoir : qui en sera propriétaire ? Tel débat qui démarre au niveau des ingénieurs, a un évident besoin d'arbitrage politique - sur toile de fond stratégique (militaire).

En aéronautique, **Thales** fournira le système de divertissement en vol à 60 avions neufs (42 A330, 17 A350) de **Hainan Airlines**. Moyennant 9,1 milliards de \$, **CFM (Safran)** fournira près de 500 moteurs à Hainan Airlines, Spring Airlines et Xiamen Airlines. Le groupe a aussi signé des contrats de maintenance avec ces compagnies aériennes. **Eutelsat** et **China Unicom** signent un accord préliminaire pour un futur service de « *wifi global* » dans l'aviation. **Dassault Systèmes** entame une coopération spatiale avec la **CASC**, la compagnie d'Etat experte en sciences et technologies de l'espace. Les deux Présidents portent sur les fonts baptismaux une « **université franco-chinoise de l'aviation** » à Hangzhou (Zhejiang), aidée par l'Ecole Nationale d'Aviation Civile.

EDF n'est pas de reste, qui veut bâtir et exploiter une centrale solaire à Sanya (Hainan), y mettant 100 millions d'euros, et une centrale biomasse de 35MW à Lingbao (Henan) à 50 millions. **Engie** signe avec **Linyang Energy**, pour

développer des projets en énergies renouvelables.

Côté alimentaire : le groupe de e-commerce **JD.com**, rival d'Alibaba, s'entend avec **Business France**, pour importer et distribuer d'ici fin 2019 en Chine pour 2 milliards d'euros de vivres français haut de gamme, cognacs, foie gras, fromage et vins de garde. A cet effet, **JD.com** fait l'acquisition d'un système de triage de marchandises du groupe d'ingénierie **Fives** pour 100 millions d'euros.

Après le bœuf américain en juin 2017, c'est au tour de son frère de race français de faire son retour sur les étals chinois : la Chine promet de lever les freins **vétérinaires** sous 6 mois—après 16 ans de quarantaine ! Les éleveurs hexagonaux espèrent atteindre initialement un rythme d'exportation de 50.000 tonnes par an. En viande **porcine** par ailleurs, un 15ème abattoir est agréé.

En matière de services, **Sodexo**, leader mondial auprès des entreprises, a conclu un contrat pour 5 ans avec l'équipementier télécoms **Huawei** pour 335 millions d'euros. Concernant le 3ème âge, la société toulousaine **Sigfox** signe un contrat à 300 millions d'euros, de fournitures sur le marché de Chengdu, d'appareils individuels de téléassistance aux personnes âgées, à commencer par leur localisation.

Un **fonds franco-chinois** entre Bpifrance, la China Development Bank et Cathay Capital, va réunir 1,2 milliard d'euros à disposition de PME des deux pays, détentrices de haute technologie. Un musée **Pompidou** à Shanghai-Pudong (Ouest) est en construction, 25.000m² signé de l'architecte britannique **Chipperfield**, qui dès 2019, sera alimenté par le fonds des œuvres d'art contemporain du musée parisien, le second mondial avec 120.000 pièces. Cerise sur le gâteau, divers ministres des deux pays, lancèrent le 9 janvier, **Terra Panda** à Chengdu (Sichuan). 350 hectares de parc consacré à l'ourson noir et blanc sous tous ses angles : tourisme, incubateur industriel, et même transformateur des déchets du plantigrade. Trois sociétés seront maîtres d'œuvre : Fangsuo, Chengdu Wenlu, et Deyrolle.

Société : Sur le front du crédit social



La province du Zhejiang, une des plus riches, a lancé en 2014 l'**application mobile** « **Safe Zhejiang** » (平安浙江 - cf photo), produit de la startup locale, Hangzhou Tianque Technology. Testée autour de Fengqiao – 80.000 habitants – elle invite les citoyens à dénoncer toute infraction mineure : celle au code de la route, la publication ou mise en ligne illicite, le vol à la tire, les scènes de ménage, le dépôt d'ordures non triées, et toute atteinte à « *la stabilité sociale* » - par des membres du Falun Gong, vieux pétitionnaires, toxicomanes ou malades mentaux... Ces fautes et leurs auteurs sont ensuite mis en ligne.

Le rapporteur se voit récompensé : 20 points pour télécharger l'application, 10 pour inviter ses amis à le faire, 5 pour se connecter chaque semaine, 2 par cas dénoncé. Les points récoltés donnent droit à une liste de petits avantages : un cappuccino chez Costa Coffee, un taxi de Didi Chuxin, une heure de musique gratuite sur QQ Music, des remises chez Alipay, moyen de paiement en ligne...

Cette application semble donc une version modernisée du bon vieux **appel à dénonciation** et elle s'auto-justifie par un but altruiste : faire reculer l'**incivilité**. Mais c'est un échec. Depuis 2014, son indice de popularité sur internet stagne à 1,8 sur 5 étoiles, signe d'un rejet général. Cela devrait pour l'Etat, sonner une alarme pour son « **crédit social** » qu'il veut imposer dans tout le pays en 2020. A Fengqiao, les gens refusent de se dénoncer les uns les autres !

Les raisons du blocage sont instructives : ce n'est pas au nom du droit à l'intimité privée que l'internaute rejette l'application intrusive, mais par crainte de vengeance de la personne dénoncée,

puisque son propre nom est publié avec la dénonciation.

Certains se plaignent aussi de ce que certaines crèches, entreprises publiques ou administrations, ont imposé aux parents, employés et fonctionnaires de télécharger l'application.

D'autres reprochent à ce système de se focaliser sur les fautes des petites gens, et de gommer celles des patrons ou hauts cadres du Parti.

De plus, ce système réveille l'ère de Mao avec ses *dossiers personnels* (rénsih dāng'àn 人事档案), véritable casier judiciaire du cadre du Parti qui consignait toutes ses fautes morales dénoncées ou auto-dénoncées.

Enfin, certains notent que les données personnelles sont détournées par les hauts cadres, pour régler leurs comptes avec des rivaux.

Tous ces arguments suggèrent une forte **méfiance envers l'Etat**. L'homme de la rue appelle le cadre à commencer par respecter la loi, avant de chercher à l'imposer aux autres !

L'expérience de Fengqiao n'est pas un cas isolé – elle se reproduit partout, sous d'autres formes. A Pékin, la délation était encore récemment encouragée durant les Jeux Olympiques de 2008, pour épingleur les cracheurs et repérer les fumeurs dans les lieux publics. Aujourd'hui dans le district de Chaoyang (Pékin), une application rémunère la chasse aux taxis au noir. Dans la province du Jiangsu, elle offre contre délation des points, qui sont ensuite convertibles en appareils électroniques... Partout apparaissent des tentatives pour inviter la société à s'auto-dénoncer—extirper le bon grain de l'ivraie.

Difficile d'évaluer le succès de ces applications, mais leur multiplication apporte une information précieuse sur la manière dont se met en place ce corset du « **crédit social** ». L'Etat central donne des directives, laissant aux niveaux intermédiaires le soin de laisser se multiplier les initiatives volontaristes, repérant ensuite celles ayant obtenu les

meilleurs résultats pour les généraliser au niveau national.

L'Etat lui-même dispose de son outil central : la « *liste des gens malhonnêtes, sujets à rectification* ». Elle concerne aujourd'hui 7,49 millions d'escrocs ou de gens ayant commis un **délit**. Mais sont également pris dans la nasse, une poignée d'innocents, ayant omis de payer une dette, ou de libres penseurs.

Ainsi Liu Hu, journaliste ayant dérangé par ses écrits de longues années divers puissants personnages, a été condamné pour diffamation en 2016, devant payer une amende 15.000¥ pour avoir publié le verdict de sa diffamation sur un site agréé. Il ne s'en est pas moins retrouvé quelques mois plus tard inscrit sur la liste noire, désormais interdit d'avion, de TGV, d'emprunt, d'achat d'appartement...

Le but exact de cette liste a de quoi faire frémir : il vise à mettre le coupable au ban de la société, coupé de ses amis, sa famille et ses relations d'affaires—ce qui en Chine, est l'ultime torture morale. Certaines villes ont même imposé une sonnerie spéciale aux téléphones portables des malheureux sur la liste. Quiconque les entend sonner, reconnaît que l'appelant a maille à partir avec la justice. Or, la liste ne prévoit nulle instance de redressement des abus ou erreurs judiciaires !

En dépit de sa sévérité, le système se défend, par la voix de juristes, qui veulent légitimer un système aux normes non européennes, plus confucéennes –et marxistes– que judéo-chrétiennes : « *le système apportera plus de bien que de mal, prédit le professeur Chen Tan, de Guangzhou, nous créerons ainsi des normes de gouvernement, et induirons les gens à faire plus attention aux conséquences de leurs actes* ». Le professeur Lin, père fondateur du système, plaide même, tout net : « *les droits de l'Homme ne doivent pas devenir un obstacle au développement. Ce dont nous avons besoin, est d'une amélioration du climat social dans un sens de confiance mutuelle. Sacrifier la stabilité sociale et la prospérité au nom des quelques innocents qui se retrouveront mêlés aux nombreux coupables, c'est un prix que nous sommes disposés à payer* ».

Politique : Et la guerre interne se poursuit...



Tout en recevant Emmanuel Macron, le Président **Xi Jinping** pouvait avoir l'esprit ailleurs : le 9 janvier, le **général Fang Fenghui** (cf photo), chef d'état-major, était inculpé devant un tribunal militaire pour « *corruption* », cinq mois après avoir été limogé le 26 août 2017 - il risque la perpétuité. Fang avait été nommé major général en 1998 par le Président **Jiang Zemin**, qui avait aidé plus tard sa promotion en tête de l'armée en octobre 2012, juste avant l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping.

Puis le 10 janvier, Xi s'adressa à l'Armée Populaire de Libération (APL, 2 millions d'hommes) et la Police armée (PAP, 1,5

million), pour leur rappeler leur obligation de fidélité absolue – appel retransmis à la télévision.

De tout ceci, certains observateurs politiques en déduisent qu'un coup d'Etat été éventé en **août 2017**. Il succéderait à celui (également raté) de 2012, pour le compte du même auteur, Jiang Zemin. Dans les deux cas, des hommes de l'APL et de la PAP auraient été impliqués. Le coup de 2012 avait pour chef de file **Bo Xilai** (*candidat malheureux au pouvoir suprême*) soutenu par **Zhou Yongkang**, chef de toutes les polices, et les généraux **Guo Boxiong** et **Xu Caihou**, vice-présidents de la Commission Militaire Centrale (CMC). Bo fut condamné à la perpétuité, tout comme Guo – Xu est décédé en mars 2015 d'un cancer.

Le nouveau coup aurait eu pour chef **Sun Zhengcai**, le candidat de Jiang Zemin au pouvoir suprême en 2022. Il aurait été secondé par Fang Fenghui et par **Zhang Yang**, [commissaire politique de l'APL, qui selon Xinhua, « se pendit à domicile » en novembre 2017](#).

Deux jours après la chute de Sun le 24 juillet, 300 officiers supérieurs furent convoqués pour une réunion secrète à Pékin par Xi Jinping, qui les admonestait de lui rester fidèles. Sept jours plus tard, succédait un défilé militaire extraordinaire au camp d'entraînement de Zhurihe (Mongolie intérieure). Xi y paraissait en tenue de combat sous les regards des membres du Comité Permanent et de la CMC au complet, mais aucun ancien du régime—parmi lesquels Jiang Zemin.

Ainsi Xi, l'homme tout puissant, reste fragile sur ses arrières, surtout côté APL. Nonobstant les deux coups dont Jiang Zemin est soupçonné, il reste libre et figurait lors du XIX Congrès aux côtés de Xi Jinping.

Dernière remarque : comme Bo Xilai, Sun Zhengcai, avant sa chute, était leader de **Chongqing**, sa base, ville lointaine et difficile à surveiller... Ces deux projets de rébellion soupçonnés, ne pourront à présent que renforcer la méfiance de Pékin envers la métropole de l'intérieur.

Société : Une lutte anti-pauvreté à plusieurs vitesses



[L'expulsion de dizaines de milliers de migrants fin novembre autour de Pékin](#), et d'autres métropoles de la côte, a pris de court nombre d'observateurs et de citoyens chinois. L'absence de délai pour abattre leurs masures ou logements, sans offrir d'hébergement de remplacement, et aussi l'épithète officiel pour qualifier ces gens de « population de classe inférieure », a fortement choqué.

Pourtant, **Xi Jinping** en personne, et lors du 19ème Congrès, ne cesse de répéter ses promesses d'« *arracher à la pauvreté*

30 millions de Chinois avant 2020 » et de l'éradiquer de Chine, rien de moins.

Or au grand Ouest, on assiste à un phénomène d'envergure : des centaines de milliers de ruraux démunis quittent les villages de leurs ancêtres, mais c'est pour être relogés en maisonnettes gratuitement fournies. Entamé en 2016, le plan doit avoir relogé 9,81 millions d'habitants avant 2020.

Ainsi Padangshang (143 habitants), dans des collines du Xishuangbanna (Yunnan) aux portes du Laos et de la Birmanie, descendait en novembre vers un site plus accessible (cf photo). Plus besoin tous les ans, pour aller à la ville ou à leurs champs, de devoir se frayer passage à machette – ils ont pour cela désormais de bons chemins, et la nouvelle maison en béton vient avec une TV à écran plat et un sofa, objets de luxe dont les villageois ne pouvaient pas même rêver jusqu'alors.

L'objectif politique de ce relogement est

clair : chaque demeure vient avec un portrait de Xi Jinping, dont les occupants sont invités à presque littéralement chanter les louanges—mais à ce prix, ils le font de bon cœur.

Se déroulant à même période, les expulsions à Pékin et les relogements au Yunnan, donnent l'impression d'un plan intégral. Les grandes villes de l'Est doivent cesser d'absorber les migrants de l'Ouest du pays, et ces derniers doivent être arrimés sur place, moyennant un effort de l'Etat central pour améliorer leur condition.

Au contraire, les migrants illégaux des métropoles côtières sont privés de la même générosité : les reloger sur place coûterait 10 fois plus cher qu'au Yunnan, et un tel soutien ne donnerait pas le bon signal aux autres migrants, rêvant des lumières de la ville. Ils sont donc forcés à trouver une autre destination... Reste, malgré tout, l'impression peu amène, de deux poids, deux mesures !

Petit Peuple : Wuhan (Hubei) : Comment ramener un mort à la vie ?



A Wuhan (Hubei), Cao Xuemei (76 ans) et son mari Cui Xingli (80 ans) suivaient le long fleuve tranquille d'un repos bien mérité. Ancien contremaître, Cui avait trimé durant des décennies, dirigeant des chantiers à travers la Chine pendant que Cao tenait la maison, éduquait les enfants, puis les petits-enfants. Depuis 1961, date de leur mariage, ils partageaient cette existence tissée de complicité et d'affection.

Or, ce bonheur prit fin à partir de 2012. Cui se mit à oublier régulièrement où il mettait sa brosse à dents, ou sortit faire les courses pour retourner bredouille, ayant perdu la liste tandis que le but de sa visite lui était sorti de la tête. Il oublia même le nom de sa femme ! Un jour, il refusa même d'ouvrir la porte à sa fille, faute de la reconnaître. Affolée, Meimei l'implorait d'ouvrir, criant : « arrête de faire l'idiot, papa » !

Chaque nuit, faute de retrouver les toilettes, Cai se mit à se soulager n'importe où. À l'hôpital, le médecin apprit à la famille la dure nouvelle : Cai avait un **Alzheimer**, trouble évolutif et incurable, probable séquelle d'un AVC subi 20 ans plus tôt. Tout ce que son entourage pouvait faire, était de se préparer à cette sombre perspective.

Cui se mit alors à fuguer, laissant Cao et les enfants courir pour tenter de le retrouver, comme à l'automne 2015 où son gendre le retrouva au bord d'une avenue, hagard. Et quand Cao se jeta dans ses bras pour lui demander ce qu'il avait voulu faire, il répondit benoîtement : « je te cherchais » ! Entretemps, son hygiène se dégradait. Faute de mémoire, Cui arrachait les couches que Cao lui mettait : pour qu'il reste propre, elle devait le menotter...

D'où la demande pressante des enfants de le mettre en maison de repos. Là, il

serait soigné par un personnel formé et compétent, libérant enfin leur mère de ce calvaire évitable... Mais Cao s'opposa toujours avec véhémence, d'abandonner son vieux compagnon. Une telle vie honorable, de courage et d'efforts, ne pouvait pas déboucher sur un enfer de honte et de souffrance, sans amour et sous la coupe d'un personnel indifférent, voire malicieux ou même méchant...

C'est alors que leur petite-fille eut l'idée de génie. Étudiante, elle avait toujours rêvé d'une carrière à la télévision. Faute d'avoir réussi (elle s'acheminait vers une carrière de comptable), elle compensait par du *live-streaming*, se filmant avec son smartphone. Ainsi, la plateforme Inke permettait aux audacieux de se montrer à un public de millions de jeunes. Sous le pseudo de « Mamie joyeuse », la petite-fille ouvrit un compte à sa grand-mère, et l'initia patiemment aux arcanes de la vidéo *online*.

Sur Inke, une mamie en bout de course et son mari mal en point, n'était pas *a priori* la formule prédestinée pour conquérir les foules. Mais contre toute attente, « Mamie joyeuse » trouva la recette gagnante : en décembre 2017, le compte alignait 20.000 abonnés et s'imposait comme le rendez-vous le plus « hot » du portail !



Son premier atout fut l'effet de surprise. Sur un site d'ados et de jeunes adultes, exposer sans fard un couple de vieux, avec ses mots, son rythme à lui, ses valeurs et son univers propre, était une initiative originale, non-conventionnelle. Et puis Cao, fine mouche, sut trouver le ton juste, la mise en scène rigolote, évitant le piège du misérabilisme. Chacune de ses apparitions est préparée, avec scénario et répétition. Cao et Cui se griment, se parent de costumes chaque

fois différents, en moine de légende ou en pirate, en concubine de l'époque Tang ou en Mickey, en touriste yankee avec lunettes de soleil, chapeau texan et chemisette hawaïenne. Au début, l'émission avait lieu chaque soir. Mais vu la demande, le couple a renforcé la fréquence, passant sur les ondes trois fois par jour, jusqu'à huit à neuf heures. Femme et mari chantent et dansent. Cao interroge Cui pour challenger sa mémoire : quand il répond juste, elle lui donne une bise, une fleur en papier découpé—alors, suit sur leur compte une pluie de milliers de « like », qui se traduisent en quelques centaines ou milliers de yuans par mois !

Ainsi stimulé par ce show quotidien, la mémoire de Cui se stabilise. Sous le stress du direct, se sachant sous le feu de milliers de regards, il s'efforce de soutenir son apparence, concentre son énergie vitale, et « s'arrache à la mort pour revenir à la vie » (起死回生, qǐsǐ huīshēng) - tout ceci, grâce à Cao !

À vrai dire, l'aventure médiatique hors du commun offre du mieux-être, et pas seulement à Cao et Cui. De plus en plus, cette jeunesse anonyme prend le couple pour les grands-parents qu'elle n'a pas eu, capable de la guider dans la vie du travail et surtout du cœur : comment trouver l'âme sœur, la garder, se réconcilier après l'orage, prévenir (ou pardonner) l'infidélité, toutes ces embûches imprévues qui attendent les jeunes en Chine comme ailleurs, à chaque pas de leur existence. Avec humour et bienveillance, Cao est toujours disponible, offrant sa guidance très attendue et appréciée !

Inévitablement viennent se mêler, dans ce show si insolite, quelques fausses notes. Des esprits chagrins se moquent du « légume » qu'est devenu le vieil homme, de la goutte de salive qui lui échappe durant l'émission, et autres amabilités. Mais Cao maîtresse-femme, sait trouver la réponse ferme et digne, qui incite le public à faire taire les détracteurs. « Nous sommes ce que vous serez, dit-elle, de ce combat contre le temps, sortons gagnants, ensemble ». Ce à quoi Cao, Cui, et leurs milliers de suiveurs bouclent l'émission, sur un même sourire !